

AHMED KOULAKSSIS
(I.U.T. de Tours)

La question scolaire dans l'Algérie coloniale: école promise – école revendiquée (les années vingt)

„Plus que la puissance, plus que l'intérêt, plus que la jouissance matérielle, l'instruction des indigènes, j'entende l'instruction primaire, celle de la masse du peuple, aura cette efficacité de combler la distance et, en les faisant vivre des mêmes notions, de les habituer à se considérer et se traiter comme des membres de la même famille humaine, de la même nation"... „Nous devons couvrir de ces écoles tout le territoire occupé par des populations indigènes, et mettre si bien notre éducation à la portée des familles qu'aucun obstacle ne s'interpose entre notre enseignement et l'universalité de la jeunesse musulmane”.

Cette déclaration de Combes, à laquelle on pourrait ajouter, parmi tant d'autres, celle de Jules Ferry faisant de l'éducation „la première condition à la propagation de la démocratie véritable dans le monde”, exprime la profession de foi de la République dans sa mission scolaire. Celle-ci, tenue alors en France pour l'instrument de l'intégration politique et sociale de la nation, était célébrée comme l'instrument de civilisation des peuples colonisés: il n'était pas de discours républicain qui n'invoquait l'école pour légitimer la colonisation.

Qu'en fut-il, dans la réalité algérienne, de la pratique de cette République institutrice?

Lorsque la décision fut prise d'exporter outre-méditerranée les lois Ferry de 1881-82, l'école française n'était pas totalement inconnue en Algérie. Rappelons cela brièvement, ne serait-ce que pour repérer de quoi la République fut héritière en ce domaine et en quoi ses pratiques seront, comme ne cessaient de le proclamer ses ténors, différentes.

Du temps de l'administration militaires, des tentatives de création d'écoles furent faites (2): en 1870, 36 écoles arabes-françaises (où l'enseignement était donné en Arabe le matin et en Français l'après-midi) comptaient environ 1300 élèves musulmans, auxquels il faut ajouter quelques uns qui étaient reçus dans les écoles françaises.

200 élèves musulmans suivaient un enseignement secondaire débutant dans deux collèges, l'un à Alger et l'autre à Constantine.

3 médersas fonctionnaient à Tlemcen, Constantine et Alger (celle de Blida y ayant été transférée en 1859).

En 1865, fut créée, à Alger, une école normale d'instituteurs chargée de former spécialement des élèves maîtres indigènes et français destinés à enseigner dans les écoles arabes-françaises.

Ces quelques initiatives suffirent à activer l'opposition des colons: les „Indigènes” n'avaient nul besoin d'école et celle-ci ne pouvait être, dans leur cas, qu'une pépinière d'insurgés. Qu'avait-on besoin de chercher à fabriquer des „demis-savants” et des „petits orgueilleux”. Aussi, là où ils avaient le pouvoir de contrecarrer l'expérience, notamment dans les communes de plein-exercice, les potentats coloniaux ne s'en privèrent pas: les écoles, et les collèges s'il y en avait, furent le plus souvent fermés.

A partir de 1871, la République, à laquelle ils adhèrent – on sait avec quel opportunisme – les aida dans cette besogne de fermeture des écoles arabes-françaises, sous le prétexte que les „Indigènes” n'avaient qu'à aller dans les écoles françaises.

Or, on savait pertinemment que celles-ci étant tenues par des congrégations, les parents musulmans refusaient d'y inscrire leurs enfants. Cette raison s'ajoutait à d'autres bien importantes: qu'est-ce que cet occupant, se disaient Algériens, qui nous propose, et dans de telles conditions son école au moment-même où il détruit la nôtre, et nous affame?

En effet le contexte était désastreux: les décennies de spoliation et de destruction des confréries et des Habous avaient complètement destructuré la société „indigène”: traité en „peuple vaincu”, le peuple algérien, ne pouvant plus compter sur les ressorts de solidarité traditionnels, était la proie de disettes à répétition, dont précisément celle de 1867 qui venait de faire 500 à 600.000 victimes en 9 mois – les autorités elles-mêmes en avouant 215.000 – (cf. Ageron).

Donc, d'une part, la volonté d'un colonat hostile et d'un pouvoir républicain, naissent certes, mais complice, et d'autre part, du fait de la résistance des Algériens à un beykik qui, ils le vérifiaient chaque jour, ne leur voulait pas que du bien, l'école n'était plus qu'une tentative avortée (cf. F. Colonna, p. 17).

La République républicaine et institutrice s'intéressa au problème: après enquête sur place, des hauts fonctionnaires de l'instruction publique conseillèrent à Ferry la création d'écoles indigènes à condition de ne pas en confier la responsabilité aux municipalités ou au G.G. („incapable d'apprécier sainement les intérêts des Indigènes”).

Si la Kabylie, présumée plus christianisable et plus francisable – ce qui en Algérie voulait dire la même chose, même pour la République laïque – est privilégiée

par le décret du 9 novembre 1881 (8 écoles ministérielles y sont créées), les lois scolaires de Ferry de 1881-82 sont finalement étendues à l'Algérie par le décret du 13 février 1883.

On devine le tollé soulevé chez les colons: „si l'instruction se généralisait, le cri des Indigènes serait: "L'Algérie aux Arabes,, disaient-ils. Aussi, Thomson en tête, ils s'indignèrent que de "si coûteuses expériences (fussent) entreprises,, (cité par Ageron).

Les musulmans, quant à eux, se montrèrent méfiants: méfiance en partie du même ordre qu'en France-même où, nous le savons, l'adhésion populaire à l'école "obligatoire,, - précisément - ne fut spontanée, mais elle avait, bien sûr, des raisons plus spécifiques dont, notamment, la faible place réservée à l'enseignement de la langue arabe et la scolarisation des filles.

Le plan, pour lequel des crédits avaient été votés, ne fut pas réalisé, puisqu'en 1888, un inspecteur général en mission ne put vérifier l'existence que de 75 écoles. Vexée que les crédits fussent ainsi détournés, la Chambre refusa de voter les 174.000 frs prévus pour 1890! En somme, puisque les colons volent l'argent public et qu'on n'a pas la volonté de les en empêcher, on punit les "Indigènes".

Bien que gonflées, les statistiques ne donnent pour 1892 que 11409 enfants musulmans scolarisés, soit pas même 2% des enfants de 6 à 12 ans.

Ferry (qui se rendit en Algérie à la tête d'une commission sénatoriale en 1891) eut beau dénoncer „l'état d'esprit particulier qui sévit en Algérie, cette méfiance, cette secrète malveillance, cette habitude invétérée de scepticisme quand il s'agit de l'école indigène" (cité par Ageron) et malgré l'opiniâtreté du recteur Jeanmaire, le pouvoir colonial se montra égal à lui-même: indécrottable.

En 1897 encore, la moitié des communes mixtes n'avaient pas d'école indigène, alors que les effectifs de scolarisation des enfants européens ne cessaient de grimper. A cette réalité, le député indigénophile de Moselle, Albin Rozet (toujours en 1897), ajoutait ceci: „en Algérie, les dépenses d'instruction publique se montaient à 52 frs pour un écolier européen et à 2 frs pour un écolier indigène" (cité par Ageron).

Pourtant, la presse coloniale criait au gaspillage: „Les parents européens devraient garder leurs enfants chez eux, tandis que les fonds communaux serviraient à bâtir des palais aux poulieux de la montagne" (La Vigie algérienne). Ou encore: „les Arabes sont inéducables..., répandre l'instruction parmi eux serait multiplier les aigris et les ambitieux, qui un jour, "solliciteraient le suffrage universel, créeraient des journaux, organiseraient des meetings". Toutes choses évidemment aberrantes dans une société coloniale que les colons imaginaient pourtant déjà pérennisée: c'était, décidément, de grands enfants.

L'avènement des délégations financières et de l'autonomie financière pour l'Algérie (en 1888), n'était pas fait pour améliorer le sort de l'enseignement des „Indigènes”: celui-ci n'était concevable que s'il était professionnel, et plus précisément agricole, c'est à dire au service de l'agriculture coloniale. Cette école était, à l'inverse de l'école „raisonneuse”, célébrée comme „utile” et moins coûteuse: en 1902, les Délégations financières diminuent les crédits de l'enseignement indigène de 15%, tout en augmentant de 10% ceux de l'enseignement européen.

Parce que refusant cette politique discriminatoire et d'obscurantisme, le Recteur Jeanmaire fut contraint de quitter son poste en novembre 1908. Il considérait que ces „écoles-gourbis” où on n'enseignera plus même les bases, ne prépareront en rien au moindre enseignement professionnel.

Même ces „écoles auxiliaires”, baptisées „écoles élémentaires de civilisation” (mais oui!), avec des moniteurs payés au rabais, ne se développèrent guère: en 1914, au lieu des 360 prévues, seules 160 à 200 (selon les chiffres) avaient été construites.

En 1914, la République institutrice n'avait pu scolariser qu'à peine 5% des enfants „indigènes” d'âge scolaire. Ce chiffre montre la capacité qu'avaient les colons de faire échouer toute tentative de changement. Mais y en eut-il jamais, réellement?

En vérité, toujours drapée dans ses discours humanistes et pavée de bonnes intentions, la République coloniale se réserva le beau rôle, laissant à d'autres, par délégation et en toute complicité, celui d'exécutant de ses bases besoins.

Lorsqu'il y eut message républicain, il fut le fait de ces dizaines, peut-être centaines d'instituteurs métropolitains qui, en véritables militants, croyant en leur mission et dévoués à elle, souvent largués et isolés en plein bled, y réussirent suffisamment pour prouver que le succès de l'école était possible. La poignée d'Algériens qu'ils réussirent à former, – un millier environ, qu'on prit l'habitude d'appeler „élite francisée” – reçut le message: c'est elle qui, dès la veille de la guerre de 1914, reprit à son compte la revendication éducative. Certes, l'école française n'avait pas cessé, pour autant, d'apparaître à la masse comme une agression, mais sous l'impulsion des Jeunes-Algériens, elle était de plus en plus perçue comme nécessaire.

Parmi ces „évolués” (autre terme qui les désignait) qui impulsèrent la demande de l'école pour les Algériens, il y avait les „instituteurs indigènes”. Formés par ces maîtres si persuasifs, et certainement exemplaires, dont nous parlions plus haut, certains d'entre eux entreprirent de consacrer leur vie à cette école qui les a faits eux, et pour que tous y accèdent. Leur revue, *La voix des Humbles*, nous donne à connaître, aujourd'hui, de ce qui fut à la base de leur choix et de leur combat.

La voix des Humbles fut créée en mai 1922 par les animateurs de l'„Association des Instituteurs Indigènes d'Algérie”, fondée, elle, en 1912. A la tête de l'une et de l'autre, nous trouvons Faci. Celui-ci, instituteur oranais, francisé et fier de l'être, pourrait-on dire, car ne manquant jamais une occasion de le clamer, n'était pas pour autant, un soumis: de lui-même, alors qu'il était élève à l'Ecole normale, il confessa ceci: „Mon excès de franchise et ma manière de répondre me valaient la réputation de forte tête” (cité par F. Colonna, p. 161). En 1930, préfaçant le livre de Faci („L'Algérie sous l'égide de la France contre la féodalité algérienne”), Maurice Viollette écrit parlant des animateurs de La Voix des Humbles: „J'aime ces hommes, qui même lorsqu'ils sont fougueux savent que la Révolution française a fait du droit d'exprimer sa pensée un droit sacré. Je n'aime pas les résignés... Il faut avoir le courage de critiquer pour redresser, et d'ailleurs réclamer le droit à la critique, ce n'est pas réclamer le droit à la révolte ou à l'injure” (cité par F. Colonna, p. 191).

Donc, assimilé mais critique, Faci fit la Revue à son image. Elle parut jusqu'en 1928; après une interruption, elle reprit sa parution jusqu'en 1939.

Bien qu'en ayant fait le dépouillement systématique jusqu'en 1930, j'ai choisi, pour cause de cohérence de corpus, de ne retenir pour cette synthèse que la première période de parution, c'est à dire jusqu'en 1928. Par la suite, les rédacteurs et animateurs initiaux vieillissant et se retirant poussés par la retraite ou le découragement, voire par la conscience de l'inadéquation de la philosophie de base de la revue avec le contexte et les débats politiques des années 30, la thématique des articles, signés souvent par des auteurs d'une autre génération, changea.

Jusqu'en 1928, nous avons affaire à une équipe issue de l'avant-guerre et marquée, collectivement, par le sentiment que leur propre achèvement ne se réaliserait que dans l'avènement généralisé de *leur* école: parvenir à l'imposer avait pour eux la double signification de la revanche sur ceux qui avaient failli les en priver, comme tant d'autres, et de l'acquiescement d'une dette vis-à-vis dont ils avaient pris la place.

Pour toutes ces raisons, il faut entendre leur discours en lui-même, sans chercher à le confronter à aucun autre, comme de l'intérieur: d'ailleurs, plus qu'aux autres, ne le destinaient-ils pas surtout à eux-mêmes, à des fins d'autolégitimation?

A ce titre, le slogan de La Voix des Humbles aurait pu être: „les instit parlent aux instit”; il était: „loin des partis, loin des dogmes”. Le sens n'est guère différent: il y a bien l'idée „nous sommes nous, en dehors des autres et malgré les autres”.

Ainsi, les articles, toujours de bonne facture, d'ailleurs, donc jamais lassants à lire malgré la redondance des thèmes abordés, avaient-ils allure de fiches pédagogiques: il y avait, à l'évidence, volonté didactique: apprenons-nous les uns les autres ce que

nous sommes pour mieux l'assumer, ce que nous voulons, pourquoi et au nom de quoi nous le voulons.

Dans La Voix des Humbles, tout tournait autour de l'école, tout parlait de l'école: quelle que fût la question abordée, elle avait son explication dans et par l'école. D'ailleurs, à partir de son n° 53 (octobre 1927), la Revue mit en exergue: „Pour l'évolution des indigènes par la culture française”. Cette formule valait pour l'avenir et traduisait, tout autant, l'action passée. En effet, dès le départ, ce groupe se voua totalement à un plaidoyer pour „l'assimilation”: les Indigènes et les Européens (étant) appelés à vivre côte à côte”..., son crédo était „le rapprochement et la fusion des races”, facteurs essentiels de la paix et de la prospérité du pays. A cette „oeuvre de paix sociale et d'éducation civique”, étaient conviés tous „nos concitoyens de bonne volonté.” (n°1)

Pour que ce rapprochement ait lieu, dans l'intérêt de tous, (n°4-5) il faut conduire „une politique digne d'un pays civilisé”: celle de „l'instruction de l'indigène”, seul moyen de le „débarrasser de ses préjugés” (n° 1). Les coloniaux ont beau jeu de „proclamer l'infériorité des Indigènes” (n° 3) „Non”, réplique La Voix des Humbles, „nous ne sommes pas irrémédiablement inférieurs”: en témoignent ceux qui „ont assimilé les connaissances les plus étendues” et sont devenus professeurs, médecins ou avocats. Les Indigènes sont capables d'accéder aux sciences et aux arts: le peintre Mammeri n'est-il pas un artiste de talent? Ses oeuvres exposées à Paris ont été saluées „par des connaisseurs, notamment les frères Tharaud”. (n° 3)

En somme, dit La V. des H, „oui, nous pouvons être les égaux des Européens”. Il suffirait que la France le veuille. Or, une vaste enquête sur „l'enseignement indigène” démontre, à l'évidence, que la France ne veut pas: cet enseignement, adapté, insuffisant et inutile, ne répond nullement aux besoins. Les classes sont soit surchargées, soit inexistantes, alors qu'il en faudrait tant. Les programmes, conçus dans un „esprit trop étroit et trop utilitaire”, n'ont pas été capables de conduire les élèves à la pratique d'un métier ni à l'exercice d'une profession: ils quittent l'école avec un bagage insuffisant qui leur permet „à peine de baragouiner le français usuel”. „Le certificat d'études spécial aux indigènes n'a aucune valeur”.

La V. des H. fait à longueur de numéros ses propositions: construire plus de classes et imposer aux autorités locales d'ouvrir celles qu'elles ont fermées, aider les familles en donnant les fournitures scolaires et les livres („n'en n'ayant pas, les enfants ne peuvent jamais lire chez eux”). La revendication principale est celle de „l'école unique”: en Algérie, cela veut dire que tous les enfants, indigènes et européens, fréquentent la même école, dans les mêmes conditions. Là où cela ne serait

vraiment pas possible, „que les jeunes Indigènes reçoivent à l'école primaire toutes les connaissances données aux jeunes Européens”.

Cette refonte du système s'impose „si l'on veut vraiment que l'école indigène soit un foyer de civilisation. Il est grand temps de renoncer à ces programmes étriqués”, s'exclame La V.H. en décembre 1926 (n°48); „les enfants d'un même pays doivent puiser le pain de l'esprit à la même source” (n° 40, déc. 1925) .

Le moins intéressante n'est l'insistance avec laquelle est réclamée la scolarisation des filles: traitée spécifiquement et longuement, à travers au moins une quinzaine de numéros, cette question est présentée comme vitale: il faut les scolariser partout, car „l'instruction des filles indigènes renferme l'avenir de tout un peuple” (n° 39, nov. 1935). Plus qu'en tout autre domaine, un rédacteur, Mahiout, instit. à Ouled Ali Ben Naceur, voit dans „l'émancipation de nos jeunes filles” la plus grande urgence: Il n'y aura pas „d'intervention divine”, „alors entrons nous-mêmes dans l'arène pour activer une aussi vaste entreprise”. Il propose la création d'un Comité d'émancipation de la jeune musulmane qui serait chargé de récolter cotisations, dons, legs, pour la création d'écoles de jeunes filles. Une note de la rédaction, sans repousser l'idée, la jugea inefficace; l'emprunt serait plus efficace, mais le moment n'est guère propice,, (n° 45, sept. 1926).

Aucun doute que tout cela aurait, ils en avaient parfaitement conscience, bien ambitieux et particulièrement difficile à réaliser. Les obstacles à surmonter étaient multiples:

- D'abord le gouvernement: on ne cachait pas qu'il ne faisait pas ce qu'il fallait, mais on n'osait le critiquer trop ouvertement, de peur des sanctions. Faci lui-même l'apprit à ses dépens: pour avoir dénoncé des carences dans le rapport d'une commission officielle d'enquête sur une épidémie de tuberculose, il fut blâmé et dut quitter son poste de directeur-gérant de La V.H. en mai 1923. Dorénavant, la Revue cherchera à apparaître comme l'interlocuteur raisonnable de l'Administration. La raison officielle de ne pouvoir faire plus - ”l'argent manque,, - est toujours exposée en évitant toute critique appuyée.

Un correspondant, Chérif, critiqua cette attitude: ”nous nous contentons trop de quémander et de supplier,, (n° 41, janv. 1926). Plusieurs fois, d'ailleurs, le congrès de l'Association dut débattre de la question: ”quel ton prendre dans La V.H.?,,

Régulièrement, il fut préféré de maintenir celui de „la courtoisie et de la modération”: „Nous n'entendons nous immiscer dans aucune politique, mais nous croyons utile de renseigner, par nos études, l'administration et d'aider les Indigènes à s'élever au-dessus de leur condition première” (n° 38, oct 1925).

Eviter de faire de la politique qualifiée de „malpropre”, était une obsession. De nombreux articles se sont attachés à exprimer l'opposition à la revendication de „la représentation parlementaire” des Indigènes (cheval de bataille, on le sait), des

libéraux – tels Viollette ou Jean Méliá présentés, pourtant, comme „des amis” – ou d’un Khaled que, lui, La V.H. disait ne pas connaître.

Pour résumer sur ce point, le vote indigène était tenu pour nuisible à la paix civile („cela ne manquerait pas de réveiller les anciennes querelles”), incompatible avec l’assimilation qui doit accaparer tous les efforts. Et puis, „ce serait mettre la charrue avant les boeufs”, car l’indigène a plus besoin d’écoles que d’isoloirs. Il est étonnant de voir que l’argumentation est strictement la même que celle utilisée par les militants de l’éducation populaire en France au XIX^e siècle: Jean Macé – pourtant ardent défenseur du suffrage universel, déçu par le vote des Français en 1848, usa de la même expression, puis concentra tous ses efforts sur le militantisme et la revendication éducatifs.

– Le deuxième obstacle – présenté comme le plus difficile à surmonter – était l’Islam. Les rédacteurs de La V.H. en avaient une... sainte horreur. Par dizaines, les articles, notamment ceux d’une des rubriques importantes et régulières, „Notre attitude envers l’Islam”, le désignaient comme l’ennemi principal à abattre. Une citation résume bien cette position: „L’Islam est encore figé dans sa civilisation du X^e siècle; ne serait-ce pas là la véritable cause de son état de stagnation?

„Tant que les Indigènes seront ignorants, tant qu’ils seront enchaînés par des préjugés et par un dogme étroit et immuable, leur évolution morale et sociale ne sera qu’un mirage.” (N^o 6, octobre 1922).

Le ton est donné et la charge contre cette „hypnose confessionnelle qui enchaîne les musulmans algériens” (n^o 39, novembre 1925) sera permanente. En pour ces laïcs inconditionnels, „l’Indigène ne pourra jamais entrer dans la voie du progrès”... „tant qu’il aura le boulet du dogme religieux aux pieds” (n^o 42, février 1926).

Même la provocation n’est pas absente: régulièrement, lorsqu’il était rendu compte de telle fête ou réunion amicale organisées par l’Association, on pouvait lire, „Au champagne”..., „le camarade X prononça un beau discours”. Ou encore cet article qui narre les retrouvailles de deux, anciens camarades de classe: après avoir échangé sur l’air du temps, leur discussion roula surtout sur la religion et son „archaïsme. Rapidement lassé par un sujet qui manifestement lui donnait des migraines, l’un des deux interlocuteurs coupa court à la discussion en lançant: „allons boire des bock, j’ai soif”. (n^o 42, fév. 1926)

Une telle liberté de ton choqua manifestement certains et fut débattue lors du congrès de l’Association, tenu le 1^{er} avril 1926 au lieu habituel, Le Bar colonial, à Alger. La rédaction, notamment par la plume de Zénati – successeur de Faci à la tête de l’Association et de la Revue dut mettre un peu d’eau dans son vin: „Nous nous inclinons devant les vrais croyants... Mais les religions se trouvent submergés par le flot de préjugés... que les trafiquants de religions conservent jalousement, les développent singulièrement pour asservir les hommes et les exploiter à leur guise”.

Donc, si nous devons respecter l'islam, „parce qu'il est la religion de nos pères”, débarrassons-le „des pratiques louches, des croyances fausses qui ne se trouvent pas dans le livre saint et qui ne servent qu'à dresser les hommes contre les hommes, exploiter la bêtise humaine” (n° 44, janv.-fév. 1926).

On le voit, même lorsqu'elle se veut conciliante, la position ne transige pas. L'article signé L'hermite du Djurdjura laisse encore moins de doute à ce sujet: „Tenir à ses mœurs et aimer sa religion! Rien de plus sain...car „les traditions et la religion sont un frein puissant... pour discipliner l'instinct sauvage des simples et réfréner leurs plus violentes passions”. Mais „si elle empêche l'homme de tomber dans les pires excès, par contre, elle supprime toute initiative, toute recherche d'une organisation meilleure de la société et rend la vie étroite et bornée... Si dans l'état actuel des esprits, nous ne pouvons souhaiter la disparition de toute tradition et de toute croyance religieuse, du moins, nous est-il permis de nourrir l'espoir, peut-être illusoire! qu'un jour viendra où les masses bien éduquées et comprenant mieux leurs devoirs „rejetteront impitoyablement les vestiges du passé, afin de pouvoir construire du neuf sur un terrain complètement déblayé... (n° 42, février 1926).

Globalement, la position évolue vers: l'islam oui, mais il „est souillé par des apports fétichistes et égoïstes”; revenons au Livre sacré lui-même. Feuilletant le Coran, avec compétence d'ailleurs, plusieurs rédacteurs s'attachent à démontrer qu'on fait faire en son nom des choses qu'il n'a jamais dites. Un des points qui retint le plus leur attention et leur sembla illustrer le déviationnisme était le problème du voile: „Mahomet l'imposa dans des conditions spéciales et provisoires, et non définitivement”. De plus, „les femmes du Prophète, Aïcha et Hafça” n'en portaient pas et „savaient lire”. Donc, donnons l'instruction „à nos filles” et faisons cesser „la claustration des femmes”: il est temps de „déchirer le voile et de donner l'air aux captives” (n° 39, nov 1925).

„La claustration c'est de la séquestration”: elle est pure invention du „bloc des fanatiques”, les marabouts et les tolbas, qui „ont embrouillé les indigènes algériens avec des théories de résignation stupide et de mépris pour tout ce qui a rapport à la civilisation occidentale. Il est temps que de nouveaux bergers surgissent pour les conduire vers une vie plus positive et vers un niveau intellectuel digne de l'époque où ils vivent” (n° 45, août-sept 1926).

Ces nouveaux guides ne peuvent que „nous-mêmes”, précise, sans détours, La V.H.: „Nous sommes sortis de cette masse et il est tout naturel que nous nous dévouons pour elle. Comment pourrions-nous la renier ou refuser de l'aider à se relever?...

„Nous sommes tout désignés pour être les guides naturels de ceux qui ne savent pas, pour montrer à ces humbles que nous souffrons de leur souffrance... Connaissant le milieu, nous arriverons à lutter heureusement contre l'ignorance et la léthar-

gie indigènes...”, „nous triompherons de l'ostracisme immerité” dont ils sont l'objet de la part des Européens. (n° 39, nov. 1925).

Donc, agissons pour „favoriser l'émancipation de la femme indigène”, „jusqu'ici sacrifiée à l'égoïsme masculin” (n° 10-11, fév-mars 1923): certes, „avec tact”, faisons tout pour que „ces fanatiques arriérés” qui nous entourent, soient „moins réfractaires à l'instruction de leurs filles” (n° 42, fév. 1926), mais nous-mêmes „soyons des exemples”, „prêchons d'exemple”: invitation est faite aux „maîtres d'école”, aux „évolués”, de donner „l'exemple de douceur, de fidélité (en vivant avec leur épouse (quel que soit l'éloignement de leur poste), de monogamie” (n° 10-11, fév-mars 1923).

Il y avait quelque chose d'émouvant et de digne dans cette exhortation régulièrement faite: „soyons nous-mêmes meilleurs” (ex. n° 40, décembre 1925). On peut, en revanche, trouver telle autre moins heureuse: „Soyons les missi-dominici de cette nouvelle croisade que nous avons entreprise sous l'égide tutélaire de la France civilisatrice et émancipatrice” (n° 45, août-sept 1926).

Et ce lyrisme sur cet „idéalisme français qui a fait le tour du monde et qui est demeuré la colonne lumineuse où s'engagent les peuples à la recherche du bonheur universel”? (n° 42, février 1926). On est en droit, aujourd'hui, de s'en irriter, mais on doit respecter la croyance, jusqu'à l'idolâtrie, de ces gens en un message de 1789, que la République leur a dit être pour eux aussi. Ils ont loué - peut-être jusqu'à la flagornerie - et aimé la France pour son école, l'outil infaillible pour faire les hommes et le monde meilleurs.

Mais, plus tard, combien a dû résonner à leurs oreilles cet article du journal El Akhbar qui militait, lui, sur le terrain politique: Il semble que La V.H. ait pris à coeur de réaliser l'assimilation par l'école... La vie est plus compliquée que l'école” (publié dans La V.H., n° 48, déc 1926).

Mais en étaient-ils dupes, eux-mêmes qui constataient qu'„en novembre 1924”, il n'y avait que 44.989 élèves indigènes - à peine le dixième des enfants d'âge scolaire qui ont droit à l'instruction - et sur ce chiffre 595 candidats seulement ont été admis au certificat d'études”? Certainement pas, car malgré leur modération, dont on a parlée, ils n'ont pas toujours pu cacher leurs désillusion, comme ici: „Depuis quelques temps, nous avons eu déceptions sur déception. Nous en sommes arrivés à douter de la valeur des grands mots: Justice, Liberté, Egalité... Où est le rôle civilisateur de la France, protectrice des faibles et des opprimés? Où sont les grands principes de 1789?” (n° 10-11, fév-mars 1923).

En 1927-28, ils n'ont déjà plus d'illusion. Mais critiquer, serait s'auto-désavouer. Toutefois, on n'est pas mécontent que d'autres disent ce qu'on voudrait soi-même dire: alors on publie l'article d'Albert Truphémus (paru dans Demain), dénonçant le hiatus entre le discours de la République „étiquetée de démocratique” et ses pratiques, notamment en matière d'enseignement des indigènes: „la République peu à

peu s'est affalée sur elle-même", ou encore: nous nous sommes faits, „par autosuggestion, un peu civilisateur. Mais malgré tout, nous restons des conquistadors économiques à fond d'âme", écrivait l'ancien instituteur. Toutefois, socialiste, il ne manque pas de promettre des lendemains tellement différents. Il y aura le Front populaire; on en connaît la suite.